

États-Unis et la guerre au Vietnam. Mais sans doute le facteur le plus important est-il que les Canadiens prenaient de plus en plus conscience des frustrations profondes causées par le perpétuel écart de grandeur et de puissance entre le Canada et les États-Unis. Pour parler carrément, «ce n'est pas drôle d'être le petit frère. Et c'est encore moins drôle lorsqu'il n'y a aucun espoir de devenir un jour aussi grand que son frère aîné». (P. Wonnacot, "United States Investment in the Canadian Economy", *International Journal*, printemps 1972, p. 276.) Parfois peut-être égocentriques, ces revendications n'en étaient pas moins légitimes. Il ne suffit pas de les comprendre, toutefois, pour excuser le refus des «hommes en colère» des années 60 de reconnaître que les États-Unis ne disparaîtraient tout simplement pas, que le Canada était devenu en fait un membre important de la communauté des nations, que les formules «continentalisme» et «dépendance coloniale» ne suffisent pas à justifier le rejet de toute initiative susceptible de resserrer les liens canado-américains, et que le simple bon sens commande la recherche de mécanismes qui conviennent aux deux pays pour que ceux-ci se concertent sur leurs difficultés et leurs chances communes.

Malheureusement, nos hommes politiques ont souvent repris à leur compte ces mêmes erreurs. Ainsi, le «problème américain» s'est répercuté dans la kyrielle de politiques et de prétendues politiques — sur les mainmises étrangères, l'énergie, les institutions financières, les média d'information, le rôle du Canada en Amérique latine — caractérisées par l'improvisation et peu propices à une évaluation sérieuse de l'impact sur les intérêts nationaux de notre pays. Dans un imbroglio aussi chargé d'émotivité, il n'est pas trop étonnant que le gouvernement canadien, dans sa *Politique étrangère au service des Canadiens* qu'il publia enfin en 1970, ait passé en revue presque tous les aspects de ses relations extérieures hormis les relations canado-américaines.

Les années 70

Au début des années 70, la voix de la raison s'est élevée un peu partout dans le pays. Même des Américains ont abordé sans détours les problèmes inhérents à l'asymétrie des rapports canado-américains et la nécessité d'entretenir une relation aussi unique de façon à en optimiser les avantages et à en minimiser les coûts de part et d'autre. Pour sa part, le gouvernement canadien avait publié un «livre vert» remarquable par sa lucidité et sa profondeur, «Relations canado-américaines:

choix pour l'avenir» (*Perspectives internationales*, automne 1972), sur lequel nous reviendrons un peu plus loin. Mais le «nouveau nationalisme économique» était loin d'avoir dit son dernier mot. Au contraire, à certains égards, il s'exprimait plus fort que jamais, par exemple quand il dénonçait «l'impérialisme culturel américain dans les universités canadiennes». Et dans une large mesure, il déterminait le climat dans lequel sont «résolus» les problèmes canado-américains des années 70.

Il se peut fort bien que les frictions qui se produisent depuis quelque temps soient sans précédent, aussi bien en raison de leur nombre que de leur diversité et de leur complexité — elles portent sur les magazines, l'énergie et les pipelines, la défense, la câblodiffusion, les pêcheries, l'industrie automobile, le commerce des œufs et du bœuf, les eaux limitrophes, la pollution, les sports, l'Agence d'examen de l'investissement étranger et ainsi de suite. Si ce sont là des critères de la maturité et de la cohésion nationale, le Canada obtient de toute évidence de très bonnes notes. Encore faudrait-il s'interroger sur la valeur d'un tel test. Certains des problèmes bilatéraux ont été traités avec beaucoup de finesse, par exemple, lorsqu'on a concilié les écarts statistiques dans les chiffres et les courbes d'évolution du commerce des produits de l'industrie automobile. Par contre, dans certains autres cas, le Canada n'aurait pu mieux choisir si son intention avait été d'envenimer ses relations avec les États-Unis. Citons les restrictions sévères sur les exportations de pétrole canadien, l'atmosphère de «guerre commerciale» créée par les restrictions discutables sur l'importation du bœuf et des œufs, la défense autoritaire du football «canadien», le processus secret par lequel on soumet les mainmises étrangères au test des «avantages appréciables» et l'hypothèse douteuse selon laquelle le gouvernement peut et devrait surveiller le «contenu canadien» des magazines canadiens. C'est une bien piètre consolation que de rappeler le régime de restrictions économiques pratiqué par les États-Unis en 1971 et de prétendre que le Canada n'a pas été le seul à mal administrer ses affaires. Il ne faut surtout pas oublier que dans tout échange de mauvais procédés avec les Américains, nous risquons fort d'être les gros perdants.

Les perspectives d'avenir

Il existe pourtant une autre consolation. Bon nombre de nos frictions avec nos voisins du Sud ne sont que passagères et bien peu d'entre elles touchent au cœur même des relations économiques canado-améri-